Article 43 du Règlement

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'OPPORTUNITÉ DE BAISSER À 60 ANS L'ÂGE D'ADMISSIBILITÉ À LA PENSION DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE — RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question importante et urgente.

Étant donné le très grand nombre de jeunes de 16 à 24 ans qui sont en chômage; étant donné que de nombreuses personnes entre 60 et 65 ans sont aux prises avec des problèmes aigus de survivance faute de pouvoir d'achat, je propose, appuyé par l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert):

Que la Chambre enjoigne à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Crombie) de prendre toutes les dispositions nécessaires pour présenter, dès cet automne, à la Chambre, un projet de loi qui aurait pour effet de baisser l'âge d'admissibilité à la pension de la sécurité de la vieillesse à 60 ans pour les personnes désirant se retirer du marché du travail à cet âge, ce qui aurait pour conséquence de diminuer le taux de chômage qui sévit dans les principales régions du Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre! La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHERIES

LE FINANCEMENT DES PORTS POUR PETITES EMBARCATIONS — RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 43 du Règlement. Compte tenu de la déclaration faite récemment par le premier ministre à l'émission «Newsmagazine» de Radio-Canada, à savoir que le gouvernement devrait stimuler certains secteurs de l'économie, et aussi des déclarations publiques du ministre des Pêches et des Océans (M. McGrath), selon qu'il faudrait accorder beaucoup d'importance à la pêche côtière, et vu, en outre, que les pêcheurs ne peuvent pas obtenir de fonds pour remplacer les bateaux bien usés de la flotte de la côte atlantique, je propose, avec l'appui du député de York-Ouest (M. Fleming):

Que la Chambre exige que le gouvernement mette immédiatement suffisamment de fonds à la disposition des ports pour petites embarcations, et notamment des programmes de Canada au Travail qui doivent être approuvés par le ministère des Pêches.

M. l'Orateur: Cette motion ne peut être mise en discussion maintenant qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

[M. l'Orateur.]

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE QUE LES INTÉRÊTS DES ACTIONNAIRES DES SOCIÉTÉS CANADAIRES ET DE HAVILLAND SOIENT SAUVEGARDES ADVENANT LA VENTE DE CES DERNIÈRES — RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Marcel Roy (Laval): Monsieur l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre afin de la sensibiliser au fait qu'à la suite de l'annonce faite par le gouvernement relativement à la vente des sociétés Canadair et de Havilland, les actionnaires de ces sociétés rentables, qui sont des Canadiens, sont nerveux et désirent être informés avant que toute autre transaction éventuelle soit effectuée pour que les objectifs poursuivis par le précédent gouvernement soient maintenus. Je propose, appuyé par l'honorable député de Hamilton-Est (M. Munro):

Que la Chambre estime que le gouvernement, étant donné le succès sans précédent qu'ont connu les sociétés Canadair et de Havilland dans le secteur de l'aéronautique, doit s'assurer, avant de procéder à la vente de ces entreprises, que les objectifs que poursuivaient le précédent gouvernement, en ce qui concerne la mainmise canadienne, le développement de la technique et la création d'emplois, soient maintenus et que cette transaction, si elle est nécessaire, le soit à l'avantage des actionnaires actuels qui sont l'ensemble des Canadiens.

M. l'Orateur: A l'ordre! La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

● (1115)

[Traduction]

LES AFFAIRES CULTURELLES

L'EXAMEN DES PROMESSES BUDGÉTAIRES — RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jim Fleming (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, moi aussi je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement pour soulever une question importante et urgente.

Comme le nouveau secrétaire d'État (M. MacDonald) propose maintenant de nouvelles études sur le rôle du gouvernement fédéral dans le domaine culturel et cela, après avoir reproché, du temps qu'il était dans l'opposition, au gouvernement d'alors sa prétendue politique d'inertie et d'austérité en matière culturelle, je propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. Gourd):

Que la Chambre exhorte le nouveau gouvernement à prouver que son secrétaire d'État était sincère en soumettant à l'examen de la Chambre le plus tôt possible les six promesses budgétaires d'ordre culturel que ce dernier a faites à la Chambre le 24 novembre 1978.

M. l'Orateur: Pareille motion ne peut être mise en délibération aux termes de l'article 43 du Règlement que du consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?